

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations et ministre des Postes): Madame le Président, lorsque j'ai interrompu mon discours hier soir, je disais que le gouvernement péquiste n'était pas fiable, qu'il avait abusé dans le passé et qu'il tenterait encore d'abuser dans l'avenir de la confiance des gens bien intentionnés. Conscient qu'un grand nombre de Canadiens veulent une nouvelle constitution canadienne, le Parti québécois tente par son référendum au Québec d'obtenir un mandat de négocier avec le reste du Canada une nouvelle entente. Il ne faut pas se laisser duper par ce stratagème péquiste. Cette nouvelle entente qu'une grande majorité de Canadiens désirent, c'est une entente entre les Canadiens du Québec et ceux des autres provinces à l'intérieur du Canada, pas une entente entre le Québec d'un côté et le Canada de l'autre, pas une entente entre deux entités souveraines, d'un côté et de l'autre, face à face, comme le souhaite René Lévesque.

Ceux qui voudraient donc donner à M. Lévesque un mandat de négocier une nouvelle entente à l'intérieur du Canada se leurrent grandement, car ils devraient savoir et se rappeler que l'option connue, que l'objectif avoué du Parti québécois, c'est de sortir du régime fédéral. Donc la souveraineté, c'est l'objectif, l'association, c'est un ajout commode pour le Parti québécois afin de tenter d'obtenir plus de votes au référendum. En 1976, en votant pour le Parti québécois, on s'est mis la main dans le tordeur, en 1980, en votant oui au référendum, c'est tout le bras qui y passera et normalement, quand on a le bras dans le tordeur, il est bien difficile ensuite d'éviter que tout le corps y passe avec.

C'est pourquoi par votre entremise, monsieur le président, je veux demander à mes électeurs et à mes électrices de la circonscription de Montréal-Papineau et à tous mes concitoyens du Québec: Franchement, êtes-vous «tannés» d'être bien dans le Canada? Franchement, êtes-vous «tannés», c'est l'objectif, l'association, c'est un ajout commode pour le Parti québécois afin de tenter d'obtenir plus de votes au référendum. En 1976, en votant pour le Parti québécois, on s'est mis la main dans le tordeur, en 1980, en votant oui au référendum, c'est tout le bras qui y passera et normalement, quand on a le bras dans le tordeur, il est bien difficile ensuite d'éviter que tout le corps y passe avec.

● (1540)

Les péquistes veulent faire croire que les impôts payés à Ottawa par les Québécois, s'ils allaient à la place au gouvernement du Québec, ce dernier pourrait financer les mêmes programmes sociaux, assurer les mêmes services à la population et générer les mêmes retombées économiques. Ceci est faux, ceci est «archifaux», il n'aurait pas assez d'argent à moins, bien sûr, qu'il augmente substantiellement les impôts des Québécois.

Au cours du débat référendaire à l'Assemblée nationale, les séparatistes y ont vraiment mis le paquet. C'est vraiment le cas de le dire: le ridicule ne tue pas. Les énormités prononcées par le ministre de l'Agriculture, M. Jean Garon, n'avaient d'égal que la rondeur du personnage. Comment M. Garon peut-il sérieusement prétendre que les agriculteurs constituent le groupe de citoyens qui va le plus profiter de la souveraineté du Québec, alors que ni lui ni son chef, M. Lévesque, ne veulent

L'Adresse—M. Ouellet

garantir aux producteurs laitiers le même niveau de quotas qu'ils ont présentement à l'intérieur du programme canadien? C'est une chose de dire que le gouvernement du Québec donnera aux agriculteurs le même subside que le gouvernement fédéral donne, mais si l'on diminue les quotas, ce sont des milliers de dollars que chaque agriculteur perdra parce que sa production ne sera plus vendue dans les autres provinces canadiennes comme c'est le cas présentement et parce que sa surproduction ne sera pas admissible au subside.

La contribution totale d'Agriculture Canada à l'activité économique des diverses régions du Québec se chiffre par année entre 450 et 500 millions de dollars, sans compter l'aide du ministère de l'Expansion économique régionale qui dépense aussi plusieurs millions de dollars chaque année pour le développement agricole de certaines régions du Québec. M. Garon a été bien silencieux sur les services qu'Agriculture Canada rend aux cultivateurs du Québec par l'entremise de ses instituts de Sainte-Foy, ses fermes expérimentales de la Pocatière et de Normandin, sa station de recherche de Lennoxville, ses installations à Saint-Jean ou à Saint-Hyacinthe. M. Garon n'a pas parlé non plus de l'aide considérable qu'Ottawa a donnée à la Coopérative agricole de Granby, la plus grosse coopérative au Canada, et à plusieurs autres coopératives laitières du Québec également. En réalité, monsieur le président, je peux dire ceci: le bon cultivateur qui a les deux pieds sur le plancher des vaches va être le dernier à se faire passer un Québec par les séparatistes.

J'aimerais également, puisque je représente une circonscription de la région de Montréal, dire au ministre québécois, M. Bernard Landry, qui se félicite de faire beaucoup pour la relance économique de Montréal, avec son programme OSE, qu'il a beau se glorifier, s'encenser, se pêter les bretelles, qu'il a beau multiplier la publicité à la télévision au sujet de ce programme, eh bien, il a l'air d'un enfant d'école en train d'arroser timidement sa patinoire avec sa petite *hose* à jardinage, alors que le gouvernement canadien, lui, est beaucoup mieux équipé avec un bon gros tuyau d'arrosage de pompier pour faire un travail efficace et beaucoup plus important dans la région montréalaise. Il suffit de se rappeler que chaque année le gouvernement du Canada dépense directement dans la région de Montréal quelque cinq milliards de dollars en salaires, en aide sociale, en subventions, en dépenses d'immobilisation, en prêts garantis ou en contrats octroyés.

Le gouvernement du Canada est très présent à Montréal, il est omniprésent. Je pense à Air Canada, au Canadien National, aux Ports nationaux, aux grands établissements postaux, à Transport Canada avec ses aéroports de Mirabel et de Dorval, à la Banque fédérale de développement, à l'Office national du film, à la Canadair, à Radio-Canada. Toutes ces compagnies, tous ces ministères disparaîtraient de Montréal ou à tout le moins diminueraient de moitié si le Québec se séparait. Alors, M. Landry, pour compenser pour de telles pertes aura besoin de beaucoup plus que sa petite OSE. Les contrats qu'Ottawa donne à Montréal, et je termine sur ces paroles, les contrats que nous donnons sont absolument importants à la vitalité économique de Montréal. Je dis qu'il n'y a rien de petit à dire non, que le non que je demande à mes électeurs est beaucoup plus significatif, le non a beaucoup plus de force de caractère, de courage et de sagesse qu'un oui d'abdication, d'abandon et de démission.